Mobiliser Paris 3, c’est d’abord informer et politiser !

Dans le contexte des luttes contre les réformes de l’éducation, la situation de Paris 3 n’est pas comparable à celle de P8, de Rennes 2 ou du Mirail. Malgré un combat mené et gagné en 2016 contre la fusion de Censier avec Paris 7 et Paris 5, le campus reste très dépolitisé, parfois à peine au courant des implications du Plan Vidal. Il ne s’agit pas de déplorer la situation ou d’en chercher les causes lointaines, mais bien d’affirmer que face à ces réalités, la priorité des organisations militantes présentes (Solidaires, Mouvement Communiste
Internationaliste, UNEF au sein du Comité de Mobilisation) doit être de fournir dès aujourd’hui un travail d’information et de politisation au sein de la fac. Ce n’est qu’en ayant une présence régulière sur le campus, via des tables, des tracts, des affiches, la mise en place de formations et surtout l’organisation d’AG, vrai moment de démocratie et de débats, que nous pourrons construire la lutte à Censier. En effet, comment espérer mobiliser étudiant-e- s, professeur-e- s et personnels quand nous n’avons pas fait ce travail essentiel et premier de politisation ? Nous devons cesser de nous adresser à la minorité de convaincu-e- s en informant seulement des manifestations à venir : ce n’est ni utile, ni suffisant. C’est un mouvement massif qu’il faut construire.

C’est pourquoi les organisations hors UNEF ont choisi de maintenir l’AG du 15 Février 12h, une échéance elle même votée dans une AG précédente et tractée en amont. La manifestation parisienne étudiante et lycéenne, à laquelle nous aurions aimé participer, a vu son horaire être modifié 3 fois et se déroulait finalement en même temps que l’assemblée générale. Il n’était pas question pour les organisations hors UNEF de prioriser cette mobilisation au vu des circonstances, l’enjeu étant de massifier le mouvement à Paris 3. Cependant, les
étudiant-e- s ont reçu des informations différentes tout au long de la journée du 15 et l’AG comme la manifestation ont été peu importantes : c’est regrettable puisque sans cet affrontement entre syndicats sur des dates et des horaires, on aurait pu discuter avec plus de nouve-aux- lles militant-e- s.

En effet, lors de nos passages dans les TD et les amphis, ainsi que pendant les diffusions de tracts, nous avons pu constater une sympathie grandissante à l’égard du comité de mobilisation. La mise en place d’un dispositif de sécurité (fouille des sacs, contrôle des identités) à l’entrée du campus au lendemain de la coordination nationale de l’éducation a été un élément important pour attirer l’attention sur les mobilisations

que la fac et la préfecture tentent de contenir via cette mesure, et donc sur les réformes en elles mêmes. Le recrutement de vigiles privés présents 6/7j sur l'ordre de la préfecture, alors que Paris 3 est en déficit de 3 millions d'euros, que la direction de la fac rémunère très mal son personnel et ses enseignant-e- s et que des cours sont supprimés, révolte largement dès lors que l'on interpelle sur ces questions. Il est clair que l'enjeu est d'empêcher la coordination et la solidarité inter-fac dans le mouvement, et de décourager, contrôler les militant-e- s dans leurs allées et venues. La pétition portée par Solidaires Etudiant-e- s Paris 3 et visant à exiger le renvoi des vigiles et la suppression des contrôles est largement signée, tant par les étudiant-e- s que les professeur-e- s, et il est devenu plus facile de discuter sur la base de ce combat. Le dispositif de sécurité est en effet une attaque visible et locale, et permet non seulement de gagner en légitimité au sein de la fac à travers une bataille concrète, mais également de discuter et de démontrer que cette mesure sécuritaire s'ancre dans une série d'attaques du gouvernement Macron sur l'éducation. Cette pétition présente donc un enjeu important pour la mobilisation, et il faut qu'elle soit soutenue et portée par tout le comité de mobilisation afin de coordonner notre action, sur le campus dans un premier temps, puis dans les luttes face aux
ordonnances.

Réforme du bac, sélection et contrôles, même combat : c'est l'accès à l'éducation qui est attaqué, l'université publique qui est menacée.

Lien de la pétition de Solidaires Etudiant-e- s sur Facebook :
https://www.facebook.com/SolidairesEtudiant.e.sParis3/posts/2001816280106489

Eva, le 19 février 2018